



BERCY S'INSTALLE DANS UNE NOUVELLE LOGIQUE DE CONFRONTATION !

Au-delà de la confirmation de toute une série de mesures fiscales régressives sur lesquelles la Fédération des Finances CGT et ses syndicats ont formulé des analyses critiques et des propositions alternatives, le Conseil des Ministres de ce jour a précisé sa conception de la réforme de l'Etat.

Cette annonce intervient dans une situation conflictuelle à Bercy où les personnels, au travers de processus de luttes multiples et divers, se sont mobilisés et se mobilisent sur toute une série d'exigences revendicatives :

- Evolution des finalités et des contenus des politiques et des missions publiques au service du plein emploi, de la satisfaction des besoins sociaux et du développement durable.
- Implantation et développement de services publics de pleine compétence sur l'ensemble du territoire national.
- Plan pluriannuel de recrutement et de requalification des emplois.
- Respect des statuts, développement des droits et des garanties collectives des personnels.
- Revalorisation des traitements et des régimes indemnitaires en lien avec la reconnaissance des qualifications.

Malgré les demandes réitérées de la Fédération des Finances CGT et de ses syndicats, les Ministres qui se succèdent à Bercy se refusent à ouvrir un réel processus de discussions et de négociations sur ces revendications et propositions.

Aujourd'hui encore, le Conseil des Ministres annonce le lancement d'une réforme à Bercy, par la « fusion de la direction générale des impôts et de la direction générale de la comptabilité publique ».

Cette nouvelle réforme n'a fait l'objet d'aucune discussion et d'aucun débat avec quiconque ni sur ses contenus ni sur ses finalités.

Pire, la seule justification clairement annoncée est la volonté de poursuivre et d'amplifier les plans pluriannuels de suppressions d'emplois.

Où est l'avenir des missions et des agents ?

La Fédération des Finances CGT et ses syndicats réaffirment leur volonté de négocier une réelle modernisation de Bercy pour l'amélioration des missions de service public, avec les moyens de leurs mises en œuvre et des droits et des garanties collectives pour les personnels.

C'est pourquoi la Fédération des Finances CGT et ses syndicats exigent d'être reçus par les Ministres.

La Fédération des Finances CGT et ses syndicats agiront avec les personnels pour que s'ouvre rapidement un réel processus de négociations sur les missions, l'avenir des administrations et les revendications des personnels.

Montreuil, le 20 juin 2006.